

Alerte au SIDA

EN OCÉANIE

no 28 - 2006

Bulletin



Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA

Auckland, Nouvelle Zélande

23-28 Octobre 2005

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Éditorial..... | 2 |
| Optimisme à la Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA..... | 4 |
| Un néo-Calédonien parmi les séropositifs à Auckland..... | 5 |
| Déclaration des séropositifs océaniens lors du Forum océanien des séropositifs..... | 6 |
| Les séropositifs: fers de lance de la mobilisation..... | 8 |
| Les femmes et les jeunes filles luttant contre le VIH/SIDA en Océanie ont droit à une plus grande attention..... | 9 |
| Une couverture à la mesure du problème..... | 10 |
| Des révélations qui font grand bruit..... | 11 |

| | |
|--|----|
| Carlos Perera - Grandir à Fidji quand on est homosexuel..... | 13 |
| Projet Minorités sexuelles..... | 14 |
| Radio cocotier mise à contribution - Formation à la communication en faveur des changements comportementaux dans la région océanienne..... | 15 |
| Photos - Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA..... | 16 |
| La surveillance du VIH/SIDA en un coup d'œil..... | 18 |
| Traitements - Où allons-nous?..... | 19 |
| Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH et le SIDA dans le Pacifique..... | 21 |
| Journée mondiale de lutte contre le SIDA..... | 23 |
| La voix d'un séropositif..... | 24 |
| Ressources..... | 25 |

Bienvenue dans ce 28^e numéro spécial d'Alerte au SIDA en Océanie!



Robyn Drysdale et des participants à la Conférence

Bienvenue dans ce 28^e numéro spécial d'Alerte au SIDA en Océanie, consacré à la Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA qui s'est tenue à Auckland (Nouvelle-Zélande) du 23 au 28 octobre 2005. Il est ressorti de cette rencontre que la Papouasie-Nouvelle-Guinée connaissait l'incidence de VIH/SIDA la plus élevée de la région océanienne et atteint le stade de l'épidémie généralisée, avec plus de 1 % de la population infectée. Le reste du Pacifique ne doit toutefois pas se réjouir car, pour répondre au critère d'épidémie généralisée, il suffit qu'un pays compte 20 000 personnes atteintes du VIH/SIDA, ce qui équivaut à :

- la population de Nuku'alofa, capitale des Tonga, ou
- la population totale de Palau, ou
- le nombre total d'étudiants inscrits à l'Université du Pacifique Sud,

comme l'a décrit dans un exposé Gillian Mellsof de l'Unicef, Pacifique Sud.

La conférence tombait à point nommé, à plus d'un titre, pour la « famille océanienne ». D'une part, elle interpellait tous les responsables politiques, communautaires, ecclésiastiques ainsi que les chefs coutumiers du Pacifique pour qu'ils passent à l'action et s'engagent ensemble dans la lutte contre le VIH/SIDA en renforçant les programmes de prévention et d'assistance. D'autre part, elle coïncidait avec le Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum, tenu en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où les dirigeants ont donné leur aval à la mise en œuvre de la

Comme les chefs d'État et de gouvernement du Pacifique l'ont déclaré dans une lettre ouverte, « l'expérience d'autres régions touchées par le SIDA a montré que l'attitude consistant à fermer les yeux sur des réalités sociales et comportementales liées au VIH/SIDA ne pouvait qu'amplifier le risque de nouvelles infections ».

Stratégie régionale océanienne de lutte contre le VIH/SIDA.

Comme les chefs d'État et de gouvernement du Pacifique l'ont déclaré dans une lettre ouverte, « l'expérience d'autres régions touchées par le SIDA a montré que l'attitude consistant à fermer les yeux sur des réalités sociales et comportementales liées au VIH/SIDA ne pouvait qu'amplifier le risque de nouvelles infections ».

Les chefs d'État et de gouvernement ont reconnu que les tabous empêchant toute discussion ouverte sur les questions sexuelles en Océanie constituaient un frein aux programmes d'éducation et de prévention du VIH/SIDA, et souligné le besoin impérieux de changer les mentalités des populations à l'égard des personnes séropositives afin de mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination insupportables, et d'accroître l'assistance et la reconnaissance requises pour promouvoir les soins et les traitements.

On ne dira jamais assez à quel point l'épidémie est invisible et à quel point elle peut isoler les membres de cette famille océanienne. J'en ai été à nouveau convaincue, un soir de la conférence, en parlant à un des délégués séropositifs qui me disait « avoir passé une semaine incroyable car, pour la première fois, il avait rencontré d'autres personnes vivant avec le VIH ».

Robyn Drysdale

Spécialiste de la communication en faveur des changements comportementaux
Section Lutte contre le VIH/SIDA et les IST (CPS)
robbynd@spc.int

Alerte au SIDA en Océanie: édition spéciale consacrée à la Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA

Bienvenue dans ce 28^e numéro d'*Alerte au SIDA en Océanie* consacré à la Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA. Il s'agit de la première rencontre en sept ans des membres de la communauté océanienne vivant avec le VIH/SIDA. Durant quatre jours de séances plénières, d'ateliers et de séminaires, plus de 500 animateurs socio-éducatifs, militants, responsables politiques et ecclésiastiques, agents de santé, parties prenantes au développement, scientifiques, journalistes du Pacifique, et bien d'autres, ont participé aux débats.

C'était surtout la plus grande réunion en date de personnes vivant avec le VIH/SIDA dans le Pacifique, certains n'ayant jamais rencontré auparavant d'autres séropositifs. Dans ce numéro d'*Alerte au SIDA en Océanie*, nous souhaitons rendre hommage aux personnes qui vivent avec le VIH/SIDA dans la région océanienne et qui, chaque jour, bravent la stigmatisation et la discrimination pour consacrer leur voix, leur courage et leur énergie à la prévention du VIH/SIDA et lutter pour un meilleur accès aux traitements et une meilleure assistance aux personnes vivant avec le VIH/SIDA. Jimmie Rodgers, Premier Directeur général adjoint du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), a déclaré: « Quelques mots d'un séropositif qui a suivi une formation adéquate peuvent être beaucoup plus efficaces que le discours fleuve d'un technicien. »

Un des grands messages de la conférence portait sur

l'importance de toucher des groupes vulnérables tels que les travailleurs du sexe, les hommes ayant des rapports avec d'autres hommes et les transsexuels. La conférence a également souligné combien l'inégalité des hommes et des femmes dans la région océanienne pouvait contribuer à la propagation du VIH/SIDA, démontrant ainsi la nécessité d'inclure cette problématique dans tous les aspects de la riposte de la région au VIH/SIDA.

Un débat s'est également instauré sur le rôle des médias dans l'éducation sur le VIH/SIDA et le besoin de donner à celle-ci une place plus grande et de publier des articles bien documentés, précis et objectifs sur le VIH/SIDA.

La conférence a permis aux participants de prendre conscience de la menace d'une pandémie de VIH/SIDA dans la région océanienne, mais aussi de réunir des personnes vivant avec le VIH/SIDA, des responsables politiques et ecclésiastiques ainsi que des bailleurs de fonds, dans un grand élan volontariste pour déjouer la menace. Les participants ont qualifié la conférence d'expérience sensationnelle – car ils ont pu participer à des ateliers sur des thèmes variés et ont été entourés de gens d'horizons les plus divers, mais ayant un objectif commun: lutter contre le VIH/SIDA.

Nicole Gooch
Spécialiste de la communication
Section Lutte contre le VIH/SIDA et
les IST (CPS)
nicoleg@spc.int



Nicole Gooch

La conférence a été organisée par la NZAF (Fondation néo-zélandaise de lutte contre le SIDA) et la PIAF (Fondation pour la lutte contre le SIDA dans les îles du Pacifique) en collaboration avec la CPS, l'ONUSIDA, l'Institut universitaire de technologie d'Auckland (AUT), et le Conseil national du SIDA de Papouasie-Nouvelle-Guinée.



Optimisme à la Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA

fragiles afin qu'elles parlent ouvertement et sans contraintes de leur séropositivité. »

Dans son discours de clôture, JVR Prasada Rao, Directeur de l'équipe régionale de soutien de l'ONUSIDA pour l'Asie et le Pacifique, a également souligné la profonde inquiétude qu'ont suscitée, lors de la conférence, les témoignages de violations des droits de la personne – en particulier des hommes ayant des rapports avec d'autres hommes et des transsexuels cruellement mis au ban d'une société en marge de laquelle ils continuent souvent de vivre.

« La question de la décriminalisation de ces groupes et de leur comportement doit être abordée », a affirmé l'intervenant.

Il a également souligné la nécessité d'une volonté politique s'exprimant au travers de porte-parole énergiques, issus de milieux dirigeants traditionnels et religieux, d'associations de femmes, de partisans des thérapies et de services en uniforme.

Pour Dennie Iniakwala, les organisations confessionnelles peuvent jouer un rôle très important en matière de soutien et de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

« Les diverses confessions peuvent avoir des opinions et des approches différentes; il n'en reste pas moins qu'elles doivent remplir une même mission: instiller amour et assistance à tous les membres de

« La conférence était très motivante car elle a permis de faire connaissance de séropositifs actifs dans leur communauté et d'autres personnes qui, non seulement parlent du VIH/SIDA, mais participent à la lutte. »

Participant à la Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA

leur communauté », a-t-il déclaré. « Depuis peu, l'Église ne considère plus les personnes vivant avec le VIH/SIDA comme des pécheurs, mais cette tolérance nouvelle n'est pas suffisante. Investie notamment d'un devoir d'orientation, elle doit promouvoir l'usage du préservatif pour des rapports sexuels sans risque et appuyer les traitements médicaux. »

Tout en réitérant son soutien le plus résolu à l'initiative dite des « Trois un » – un autorité nationale de coordination de la lutte contre le SIDA, un plan national de lutte contre le SIDA et un cadre de suivi et d'évaluation – JVR Prasada Rao a félicité les participants de leurs courageuses interventions.

« Les personnes vivant avec le VIH ont pris la parole pour raconter leur vécu, dans des pays où la stigmatisation et la discrimination constituent la norme et non l'exception, a-t-il déclaré. Ce courage nous a émus et restera à jamais gravé dans nos mémoires. »

« La Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA a surtout mis en relief le besoin d'une participation accrue des personnes vivant avec le VIH/SIDA et l'importance d'aller à la rencontre des plus vulnérables », a déclaré Dennie Iniakwala, Conseiller de la CPS pour la lutte contre le VIH/SIDA et les IST, lors de la clôture de la réunion, le 28 octobre.

« La région océanienne est différente de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie en ce sens que sa législation est plus conservatrice et que les groupes vulnérables tels que les hommes ayant des rapports avec d'autres hommes, les travailleurs du sexe et les minorités sont difficilement accessibles », a-t-il ajouté.

« Toutefois, nous devons pouvoir utiliser leurs réseaux pour mener une action préventive efficace et créer des conditions propices aux contacts avec ces personnes

Un néo-Calédonien parmi les séropositifs à Auckland

Pierre Emmanuel* vit avec le VIH depuis dix-sept ans mais, avant la Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA à Auckland, il n'avait jamais été entouré d'autant de séropositifs.

« J'ai vécu à Auckland quelques jours incroyables car je ne m'étais jamais senti aussi libre et aussi à l'aise, a déclaré Pierre. L'atmosphère était à la fois chaleureuse et simple, et jamais un tel accueil ne m'avait été réservé en tant que séropositif. J'ai été très heureux de pouvoir rencontrer d'autres personnes dans mon cas provenant de la région océanienne et de pouvoir partager des impressions sur nos modes de vie et nos traitements respectifs. »

À l'exception de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Nouvelle-Calédonie compte le nombre de séropositifs le plus élevé du Pacifique avec environ 300 personnes vivant avec le VIH/SIDA. Le traitement est pris en charge à 100 % par la sécurité sociale et les soins sont d'excellente qualité, mais aucun séropositif n'est encore « sorti de l'ombre ».

« C'est très frustrant. Je suis las de vivre reclus. Je veux sortir de mon ghetto et parler ouvertement de mon état. Toutefois, je risque de perdre mon emploi et de me retrouver sans la moindre ressource », a affirmé Pierre.

Pour Pierre, il s'agit d'un cercle vicieux – pour rompre le silence et en finir avec la stigmatisation, de plus en plus de séropositifs doivent se manifester et donner une forme humaine au VIH pour

« J'ai été très heureux de pouvoir rencontrer d'autres personnes dans mon cas provenant de la région océanienne et de pouvoir partager des impressions sur nos modes de vie et nos traitements respectifs. »

tenter de changer les mentalités et les positions. Néanmoins, les personnes vivant avec le VIH/SIDA en Nouvelle-Calédonie ont dû en quelque sorte s'infliger une autostigmatisation par peur de perdre leur emploi.

« La législation en Nouvelle-Calédonie est très claire. Toute discrimination envers un séropositif est illégale, mais je sais pertinemment que, si je me manifeste, je ne retrouverai jamais d'emploi, dit Pierre Emmanuel. La stigmatisation qui frappe les séropositifs reste omniprésente même dans les établissements de soins comme les hôpitaux, où l'accueil qui nous est réservé n'est pas toujours des plus chaleureux. »

À Nouméa, la capitale, trois ONG proposent actuellement une assistance financière, morale et médicale aux séropositifs, mais aucune d'entre elles n'est représentée par des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Dès son retour d'Auckland, Pierre a commencé à mettre sur pied un réseau local de séropositifs dont les membres se réunissent une fois tous les quinze jours. Toutefois, la publicité autour de cette nouvelle structure reste très discrète.



« Pour l'heure, les personnes vivant avec le VIH/SIDA en Nouvelle-Calédonie sont uniquement représentées par des médecins. Néanmoins, la voix d'un médecin est très différente de celle d'un séropositif, et je souhaiterais que les personnes atteintes du VIH/SIDA occupent davantage le devant de la scène. »

Pierre Emmanuel espère pouvoir obtenir des subventions pour venir en aide à des personnes vivant avec le VIH/SIDA qui pourraient alors sortir de l'ombre et participer à des programmes de prévention et de mobilisation dans toute la Nouvelle-Calédonie.

« Je voudrais obtenir des fonds pour aller travailler dans les îles les plus éloignées de la Nouvelle-Calédonie et la Province du Nord, que les programmes de prévention du VIH/SIDA ont en grande partie négligées, a-t-il déclaré. Des séropositifs sortis de l'anonymat pourraient être opérationnels en permanence sur tout le Territoire et toucher les populations les plus vulnérables. »

* Nom d'emprunt

Déclaration des séropositifs océaniques lors du Forum océanique des séropositifs

Auckland, le 25 octobre 2005, Conférence panocéanique sur le VIH/SIDA



Helen Berem de Papouasie
Nouvelle-Guinée

Pour la première fois, l'occasion a été donnée aux séropositifs de la région océanique de se rassembler et de discuter de thèmes qui sont, à leurs yeux, prioritaires. Les séropositifs demandent que tous les Océaniques, dans toutes les îles et tous les villages, aient accès aux traitements à un coût abordable. Le niveau d'infection étant relativement bas à l'heure actuelle, il devrait être possible de traiter tous ceux qui en ont besoin pour une somme raisonnable, mais seulement si nous agissons vite et réussissons à arrêter la progression de l'épidémie. Il a été démontré que la facilité d'accès aux traitements augmente le recours au conseil et au dépistage volontaires et permet de réduire la stigmatisation et la discrimination, autre préoccupation nécessitant une action urgente. La prévention n'en sera alors que beaucoup plus efficace.

Domaines clés

- Stigmatisation et discrimination
- Le VIH sur le lieu de travail
- Les traitements
- Défense et plaidoyer

Les séropositifs demandent que tous les Océaniques, dans toutes les îles et tous les villages, aient accès aux traitements à un coût abordable.

Stigmatisation et discrimination

- Perception par les pouvoirs publics des répercussions négatives de la stigmatisation et de la discrimination
- Éradication de la stigmatisation et de la discrimination dans le secteur de la santé grâce à des formations et des campagnes d'information, impliquant la participation de séropositifs
- Participation des ONG et des forces vives de la société à la lutte contre la stigmatisation et la discrimination
- Financement des groupes de personnes vivant avec le VIH/SIDA afin de lutter contre l'autostigmatisation et de permettre aux séropositifs de participer à la lutte contre le VIH



Tuberi Mudunavosa, de Fidji



Photo NZAF

Jane Bruning, de l'association
Positive Women of New Zealand

Le VIH sur le lieu de travail

- Accès aux traitements afin que les séropositifs puissent s'insérer dans le monde du travail
- Adoption et application de lois et de politiques visant à protéger les séropositifs au travail
- Campagne d'information sur le VIH à l'attention de la population active, avec la participation de séropositifs

Traitements

- Accès, à un prix abordable, aux antirétroviraux et aux traitements ciblant les maladies opportunistes pour tous ceux qui en ont besoin, dans les zones rurales et urbaines.
- Formation au traitement du VIH de tous les professionnels de la santé, y compris les médecins généralistes, les sages-femmes et les auxiliaires de vie
- Approche des soins de santé fondée sur un partenariat avec les séropositifs
- Préparation au traitement confiée à des séropositifs

Défense et plaidoyer

- Reconnaissance des séropositifs en tant que membres à part entière de la société
- Implication concrète et sérieuse des séropositifs à tous les échelons: prise de décisions, élaboration de politiques, mise en œuvre de stratégies, conception de projets, éducation – ainsi que le précise la Déclaration de Paris sur le principe d'une Participation accrue des personnes vivant avec le VIH/SIDA (1994)
- Protection juridique des séropositifs, grâce à l'élaboration d'instruments juridiques et à leur application concrète, en vue de garantir leurs droits fondamentaux et ainsi les protéger de toute stigmatisation ou discrimination
- Justification de l'emploi des fonds alloués à la lutte contre le VIH/SIDA
- Les actions de défense doivent être menées auprès des pouvoirs publics, des responsables locaux et religieux, des organismes d'aides nationale et internationale et de lutte contre le VIH/SIDA et de la communauté mondiale des séropositifs.

Les participants demandent que:

- des réunions régulières soient financées en vue de faire avancer les travaux sur les points cités ci-dessus,
- les séropositifs soient encouragés à se faire connaître et à participer à la lutte contre le VIH dans la Pacifique.

Pour plus d'informations:
Jane Bruning, de l'association Positive Women of New Zealand, par téléphone au: +64 9 309 1858, ou par courriel: positivewomen@xtra.co.nz

Meilleur accès au traitement et à l'assistance requis par les personnes vivant avec le VIH/SIDA

Irene Malachi a dû démissionner de son poste d'infirmière à l'Hôpital central de Port-Vila après que le gouvernement de la République de Vanuatu a annoncé publiquement sa séropositivité en 2002.

« Nous devons bénéficier d'un meilleur accès aux traitements ainsi que d'une aide accrue, sans quoi les séropositifs n'auront aucune raison de se manifester, a déclaré Irene Malachi. Ils ont également peur car ils savent ce qui m'est arrivé. »

Il n'existe actuellement à Vanuatu aucun système de traitement antirétroviral, et la confidentialité des informations reste limitée. Irene Malachi a été obligée de se rendre tous les trois mois en Nouvelle-Calédonie avec sa fille de quatre ans, séropositive, afin de suivre un traitement au prix unitaire de 80 000 vatus (soit environ 700 dollars des États-Unis d'Amérique).

« Les personnes vivant avec le VIH/SIDA ont besoin d'être solidement encadrées en



Irene Malachi, IZA Foundation

Photo NZAF

termes de sécurité d'emploi, et de soutien financier si elles sont incapables d'assumer leurs fonctions. En effet, elles ont nécessairement un mode de vie très onéreux à partir du moment où elles suivent un traitement médical. »

Il existe deux cas connus de VIH à Vanuatu, Irene et sa fille étant les premières personnes à sortir de l'ombre.

Irene a maintenant mis en place une fondation – IZA Foundation – pour aider les personnes vivant avec le VIH/SIDA, et elle mène sur l'ensemble de l'archipel de Vanuatu des missions de prévention et de sensibilisation. Elle affirme constater des changements d'attitude dans la population; des gens éplorés lui demandent aujourd'hui pardon pour le comportement discriminatoire qu'ils ont eu autrefois à son égard.

« Je ne souhaite à personne ce que j'ai vécu mais je suis parvenue à changer les choses à Vanuatu, et il est réconfortant de constater que la stigmatisation est en perte de vitesse. »

Les séropositifs: fers de lance de la mobilisation

« C'était formidable de voir ces séropositifs prendre la parole à la conférence et raconter leur histoire et, pour les éducateurs, c'était l'occasion d'en savoir plus sur les activités de leurs pairs. »

**Éducateur participant
à la Conférence
panocéanienne sur le
VIH/SIDA**

« Quelques mots d'un séropositif qui a suivi une formation adéquate peuvent être beaucoup plus efficaces que le discours fleuve d'un technicien », a déclaré Jimmie Rodgers, Premier Directeur général adjoint du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS).

Jimmie Rodgers a affirmé que les Océaniens vivant avec le VIH/SIDA constituent le fer de lance de la lutte contre le virus, et que la région non seulement

leur devait assistance mais avait beaucoup à apprendre de leur combat.

Il considère qu'un des moyens d'aider les séropositifs consiste à financer des organisations telles que la Fondation pour la lutte contre le SIDA dans les îles du Pacifique (PIAF) qui pourraient alors former des personnes vivant avec le VIH/SIDA, non seulement aux interventions en public, mais également à la rédaction et la soumission de demandes de financement, aux conseils psychologiques et au plaidoyer. Ces personnes formeraient des équipes chargées, à l'échelon national, d'aider les personnes vivant avec le VIH/SIDA.

« La lutte contre le VIH/SIDA doit être menée et remportée à l'échelon national dans tous les États et Territoires océaniques, a affirmé Jimmie Rodgers. Les véritables enjeux du combat se situent à ce niveau. Les programmes régionaux ne peuvent constituer qu'une valeur ajoutée aux programmes nationaux et, à ce titre, s'inscrivent dans un cadre complémentaire. »

Pour Jimmie Rodgers, l'efficacité réelle à l'échelle nationale consiste à garantir que « tout l'arsenal de l'État – c'est-à-dire les conseils ou les comités nationaux de lutte contre le SIDA ainsi que les dispositifs d'orientation, de diagnostic, de traitement, d'assistance et de soins – soit bien en place et fonctionne de manière autonome ».



Photo NZAF

**Jimmie Rodgers, Premier Directeur général adjoint du
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS)**

Les femmes et les jeunes filles luttant contre le VIH/SIDA en Océanie ont droit à une plus grande attention

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, des fillettes de huit ans à peine sont livrées au travail du sexe pour survivre et sont convoitées par des hommes d'âge mûr considérant que des jeunes de cet âge sont vierges et séronégatives.

« La situation en Papouasie-Nouvelle-Guinée laisse à penser qu'il existe une épidémie qui touche les populations des deux sexes et qui s'explique par les conditions économiques et sociales difficiles, a déclaré Bessie Maruia, du Comité national de lutte contre le SIDA en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Sur le nombre total de cas recensés en 2004 dans le pays, 46 % des victimes étaient des femmes, la plupart âgées de 15 à 29 ans, et 48 % des hommes en majorité au-delà de la trentaine. »

« Les séropositives sont souvent considérées par l'Église, toutes confessions confondues, comme des "femmes indignes" ou des "pécheresses" », a déclaré Maruia, invitée à intervenir le dernier jour de la Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA. « Les communautés traitent aussi les femmes de manière différente puisqu'elles sont par exemple censées être vierges et sans aucune éducation sexuelle, ce qui les place dans des situations d'extrême vulnérabilité. »

Compte tenu de la répartition inégale des ressources selon le sexe, les femmes sont en général totalement dépendantes des hommes et, par conséquent, ont



Bessie Maruia, Comité national de lutte contre le SIDA en Papouasie-Nouvelle-Guinée

très peu, voire rien à dire quant au moment et à la nature des rapports sexuels. « La plupart des femmes sont terrorisées car elles savent que leurs époux ont d'autres partenaires mais avouent n'avoir aucune marge de manœuvre leur permettant d'avoir des rapports sexuels sans risque », a ajouté Maruia.

« Il est également arrivé que des séropositives soient rejetées par leur famille et privées de leur droit aux thérapies et à d'autres services élémentaires, a dit Maruia. Les femmes enceintes séropositives éprouvent des difficultés à en faire part à leur partenaire, de peur d'être battues ou rejetées par la communauté voire, parfois, par leurs proches. »

« Alors que les grandes inégalités des hommes et des femmes confèrent à ces dernières un

statut d'infériorité, la lutte visant à conférer aux femmes toute leur place est extrêmement difficile, a affirmé Maruia. Il existe un besoin de cibler les comportements sexuels des hommes afin de réduire la propagation du VIH parmi les femmes. Les politiques nationales de lutte contre le SIDA en Papouasie-Nouvelle-Guinée doivent être revues dans une perspective plus égalitaire pour que les programmes répondent aux besoins des femmes. »

Maruia a souligné la lenteur des efforts visant à réduire la vulnérabilité des femmes en raison d'obstacles culturels et sociaux importants, mais des progrès restent possibles par le biais de la promotion des droits de la femme ainsi qu'une représentation plus large de la femme dans les instances chargées de prises de décisions.

« La situation en Papouasie-Nouvelle-Guinée laisse à penser qu'il existe une épidémie qui touche les populations des deux sexes et qui s'explique par les conditions économiques et sociales difficiles. »

Une couverture à la mesure du problème



Atelier sur les médias tenu dans le cadre de la Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA

« Le VIH/SIDA est un sujet qui intéresse les médias à bien des égards, fait d'humanité, de science, de religion, de tristesse et, parfois, de joie, déclare Ruth Pollard, chroniqueur santé au *Sydney Morning Herald*, qui a organisé un atelier sur les médias et le VIH/SIDA à la Conférence panocéanienne. Il ne se cantonne pas à la santé. Il touche le secteur des affaires, des relations extérieures, du développement, de la sécurité et de l'édification nationale. La santé n'est rien d'autre qu'un aspect de l'épidémie. »

Malgré cela, Ruth Pollard affirme que les journalistes éprouvent des difficultés à publier des articles sur le VIH/SIDA, car ils suscitent un intérêt bien éphémère. Bien que tout le monde s'accorde à dire que la presse a un devoir d'information et d'éducation dans le domaine du VIH/SIDA, les grands médias lui réservent peu de place. Dans le cas contraire, il s'agit souvent de contenus à

sensation qui véhiculent les vieux mythes d'il y a vingt ans.

« Les rédacteurs et les groupes représentant les personnes vivant avec le VIH/SIDA devraient se réunir pour examiner les différentes questions et trouver les moyens d'occuper davantage de place dans les grands médias, affirme Ruth Pollard. Les médias constituent le quatrième pouvoir et le journaliste a un devoir d'observation et doit veiller à ce que les gouvernements assument leurs responsabilités. »

En d'autres termes, les journalistes ne doivent pas traiter les communiqués de presse sans poser de questions ni les remettre en question. « Il est impératif que les professionnels des médias passent outre le "tout le monde il est beau tout le monde il est gentil" cher aux dirigeants et aux Églises. Ils doivent apprendre à connaître la politique de leur gouvernement en matière de

VIH/SIDA et surveiller son action en conséquence », ajoute Ruth Pollard. « Les médias ont également le devoir de publier des articles positifs plutôt que de mettre l'accent sur les aspects plus ténébreux tels la mort et la destruction, ajoute-t-elle, soulignant que les journalistes devaient suivre une formation sur le VIH/SIDA afin de pouvoir le démystifier. S'ils ne possèdent pas les connaissances de base nécessaires, ils ne peuvent pas rédiger d'articles audacieux. Cette formation doit leur permettre d'apprendre à choisir les mots avec soin et à exploiter le génie de la langue. »

Parmi les termes discriminatoires comportant des connotations, citons « victimes innocentes » au lieu de « personnes vivant avec le VIH/SIDA », « pute » au lieu de « travailleur du sexe », et « camé » au lieu de « consommateur de drogues injectables ». Il n'est pas non plus convenable de parler de « SIDA déclaré ».

Pour Ruth Pollard, il est important que les journalistes entretiennent de meilleurs rapports avec les agents de santé au sein des communautés et les groupes de défense des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Ils auront ainsi une meilleure connaissance de ces questions et contribueront à établir des liens de communication entre ces groupes et les grands médias. Par ailleurs, ils seront davantage conscients des conséquences de leurs articles sur le quotidien des personnes vivant avec le VIH/SIDA.



Des révélations qui font grand bruit

Zoe Bake-Paterson. PIAF

Le VIH/SIDA était une maladie invisible dans le Pacifique dans les années 1990. En effet, personne n'avait déclaré sa séropositivité en public et les campagnes de prévention avaient peu d'effets puisque la population avait des difficultés à concevoir une maladie qui semblait ne pas exister dans sa communauté.

Toutefois en 1998, la Tahitienne Maire Bopp Dupont a révélé sa séropositivité au public. Au même moment, la journaliste Ingrid Leary s'est lancée dans un documentaire appelé *Maire*. Par cette démarche, nouvelle et courageuse, elle cherchait à expliquer de manière détaillée l'expérience d'une personne vivant avec le VIH/SIDA.

Du jour au lendemain, de chez eux, les Océaniens pouvaient finalement mettre un visage sur le VIH. Depuis 1999, la Fondation océanienne de lutte contre le SIDA a réalisé trois documentaires recueillant les témoignages d'Océaniens séropositifs: *Maire*, *Breakfast with Mandela* et *Faces and Voices of Pacific HIV*. Ces productions n'auront jamais le même impact

« La vie est une succession de conversations. Ainsi, la langue façonne la réalité. Elle fait des médias un outil incroyablement puissant. Elle confère un caractère critique aux mots que nous utilisons. »

Ingrid Leary, réalisatrice et monteuse de *Maire* et *Breakfast with Mandela*.

qu'un séropositif prenant la parole pour parler de son expérience aux membres d'une communauté, mais elles contribuent à sensibiliser les populations aux problèmes du VIH/SIDA et à mettre fin aux discriminations liées à la maladie.

« Lorsqu'une personne raconte [son vécu] avec ses propres mots, elle n'en devient que plus humaine. Elle devient un être normal comme vous et moi. Plus

vous en apprenez sur elle, plus elle paraît humaine. »

Maire a été le premier documentaire professionnel à mettre un visage sur le VIH dans le Pacifique. Aujourd'hui, ce type de production audiovisuelle se compte par dizaines voire par centaines – il existe un large éventail de documentaires, de productions dramatiques, de campagnes d'information et d'éducation –, mais rares sont celles qui ont systématiquement recours à des témoignages personnels.

Les actions menées tous azimuts par les médias et axées sur des productions vidéo ont été concluantes de par le monde. En Suisse, une augmentation de 8 à 50 % de l'utilisation de préservatifs a été constatée après une campagne orchestrée par les médias. Les appels au service de téléassistance American AIDS Hotline ont doublé en 1990 après la diffusion de spots à la télévision. Un centre israélien de dépistage du SIDA a constaté une augmentation de la participation de 431 % à l'issue de la première grande émission de télévision sur le VIH/SIDA.

La télévision diffuse également des messages subtils sur le vécu des séropositifs que la radio et la presse écrite ne peuvent pas transmettre facilement, par exemple des images de séropositifs s'enlaçant ou embrassant des séronégatifs, afin de dissiper tous les doutes concernant la transmission du virus.

Les productions audiovisuelles plongent le spectateur dans une réalité du VIH/SIDA que les statistiques ne refléteront jamais. Pour de nombreux journalistes, les chiffres sont un moyen pratique d'expliquer des situations mais ils peuvent très vite devenir un écran de fumée. Les références utilisées sont toujours des plus curieuses: nombre de grains de sable sur une plage, nombre d'étoiles dans le ciel, etc.: des chiffres sans grande signification, à cent lieues de ces visages palpables.

En revanche, l'histoire d'un individu – le récit du moment où il apprend qu'il est séropositif et qu'il vit avec le virus – en dit long sur la maladie.

Faces and Voices est le dernier projet en date de la Fondation océanienne de lutte contre le SIDA pour faire connaître les histoires océaniques dans les communautés de la région. Cette production relate le témoignage personnel de six Océaniens diagnostiqués séropositifs. Elle

« *Lorsqu'une personne raconte [son vécu] avec ses propres mots, elle n'en devient que plus humaine. Elle devient un être normal comme vous et moi.* »

est constituée de deux DVD – un en anglais et un en bichlamar, fidjien et français – ainsi que d'un cd-rom contenant du matériel audiovisuel, et un livret détaillé.

« Le vécu est plus surprenant que la fiction, déclare Rebecca Plucer, ancienne stagiaire de la Fondation océanienne de lutte contre le SIDA. *Faces and Voices* avait pour but de fournir aux Océaniens des informations sur le VIH/SIDA, d'aider les gens à s'identifier aux porteurs du virus et de créer une image réaliste de la maladie. Grâce à cette conception multilingue et multiformat, ces récits sont désormais à la portée de tous les Océaniens. »

Cela dit, les documentaires vidéo présentent nombre de défis, en dépit de leurs atouts. L'accès à la télévision et à des productions en langue vernaculaire constitue un obstacle considérable. Plus de 800 langues sont parlées rien qu'en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Le juste équilibre et la précision de la couverture médiatique peuvent également constituer un problème, selon les connaissances des journalistes qui traitent de ces questions.

Les défis sont nombreux: financement, accès aux séquences tournées, confiance entre les journalistes et les personnes vivant avec le VIH/SIDA, motivation des médias en général, respect des séropositifs, question de confidentialité et d'anonymat, décision de publier ou pas, problèmes de vocabulaire, etc.

Cependant, le message est en général très clair. Les productions visuelles, les vidéos, les films, les DVD – quel que soit leur nom – permettent de modifier la façon dont les gens voient le VIH/SIDA.

« Au nom de la Fondation océanienne de lutte contre le SIDA, nous vous demandons d'écouter à cœur ouvert et de ramener chez vous tous ces récits. Parlez du VIH à vos enfants, à vos parents, à vos amis et à votre famille. L'éducation reste notre meilleure protection. » – livret accompagnant *Faces and Voices*.



Carlos Perera - Grandir à Fidji quand on est homosexuel

Militant des droits de l'homme, Carlos Perera a été invité à prendre la parole lors de la Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA. Il a évoqué l'augmentation du sexe « de troc » au sein de la communauté d'homosexuels, de lesbiennes, de bisexuels et de transsexuels des Îles Fidji et affirme avoir constaté que les membres de la communauté homosexuelle se procuraient de l'alcool en échange de faveurs sexuelles. « Ils ne considèrent pas cela comme une forme de viol et, la pratique étant courante, les jeunes d'aujourd'hui s'y sont mis à une vitesse telle que cela dépasse tout entendement. »

« En tant que militant, je souffre de voir à quel point mes frères et mes sœurs se laissent aller, abusent d'eux-mêmes et se laissent faire, rien que pour être en phase avec la société d'aujourd'hui. »

Carlos Perera est un militant de la communauté d'homosexuels, de lesbiennes, de bisexuels et de transsexuels des Îles Fidji et travaille pour le projet Minorités sexuelles, composante de *Women Action for Change*.

« Aussi loin que je me souviens, j'avais entre 4 et 6 ans, je savais que j'aimais les garçons. J'ai fini par le dire à ma mère, confession qui m'a valu bien des ennuis, a déclaré Perera. Elle m'a enfermé pendant un jour ou deux, et lorsque mes amis venaient frapper à la porte, elle verrouillait la maison et ne pipait mot jusqu'à ce qu'ils s'en aillent. Ce manège a duré des semaines jusqu'à ce

qu'elle renonce, mais elle n'a jamais cessé de me rappeler que cela n'était pas normal. »

À l'école, Perera a commencé à s'imaginer qu'« être homosexuel consistait à être féminin et à mener la vie d'une femme en portant des robes, en se maquillant et en vaquant aux occupations spécifiquement réservées aux femmes. Cette perception était due à la conception tout à fait erronée que l'on a de l'homosexuel dans la région océanienne. »

Pour Perera, cette conception erronée et le degré élevé d'homophobie dans la société fidjienne ont entraîné une augmentation du risque de transmission du VIH dans la communauté homosexuelle et chez les hommes ayant des rapports avec des hommes.

Les homosexuels peuvent être réticents à l'usage du préservatif car ils craignent l'homophobie et se trouvent souvent dans une position de refus, tandis que les hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes ne se sentent pas concernés par les messages en faveur des rapports sexuels sans risques destinés à la communauté homosexuelle, car ils ne sont pas informés correctement et ne se considèrent pas dans une situation à risque.

« Une majorité de rapports homosexuels et transsexuels sont totalement faux puisque la relation ne consiste pas à partager, à tomber amoureux ou à s'aimer », a déclaré Perera.



Carlos Perera.
projet Minorités sexuelles

Photo NZAF

« Alors que je grandissais, ma vie sexuelle n'était pas aussi pleine que celle des autres personnes de mon âge car j'avais une idée du sexe totalement différente de celle que les hommes voulaient et veulent encore – une rencontre passagère et anonyme. J'aspirais à une relation placée sous le signe de l'affection où j'aurais des conversations décentes et où le sexe occuperait une place secondaire. Malheureusement, ce concept n'a pas cours parmi les hommes souhaitant des rapports sexuels avec d'autres hommes dans le Pacifique. En effet, ceux-ci font simplement mine de ne pas vous connaître lorsqu'ils vous revoient. »

« Ma mission en tant que militant ne sera pas facile, a affirmé Perera. Les Îles Fidji sont plongées dans une homophobie et un conservatisme tels que j'imagine, la mort dans l'âme, ce que doivent ressentir en ce moment précis les membres de cette communauté qui souhaitent se manifester. Je fais appel à chacun d'entre vous, défenseurs des droits de l'homme, pour que nous puissions bénéficier de votre assistance et de votre soutien à l'avenir. »

Projet Minorités sexuelles

Le projet Minorités sexuelles a vu le jour en 1998 aux Îles Fidji. Il visait à appuyer résolument un couple de lesbiennes qui faisaient l'objet de discriminations sur leur lieu de travail. Il s'est depuis lors développé et propose aujourd'hui une gamme de services aux membres de la communauté d'homosexuels, de lesbiennes, de bisexuels et de transsexuels des Îles Fidji. Il leur offre notamment des possibilités et des endroits sûrs pour participer pleinement à tous les aspects de la vie.

En 2003, le projet Minorités sexuelles a organisé des ateliers sur la santé sexuelle et génésique dans les parties centrale et occidentale des Îles Fidji. Il s'est avéré, à l'issue de ces rencontres, qu'un nombre considérable d'homosexuels des deux sexes connaissaient mal, voire pas du tout, leurs besoins en matière de santé sexuelle et génésique. Bien que les services médicaux des Îles Fidji comptent parmi les meilleurs du Pacifique, il reste extrêmement difficile d'obtenir des informations sur les pratiques sexuelles protégées à l'intention des hommes et des femmes ayant des rapports avec des partenaires de leur sexe, ainsi que d'autres conseils de santé pour les personnes entretenant des rapports homosexuels.

Le projet Minorités sexuelles a également constaté que seuls quelques-uns des nombreux programmes de santé proposés par les organisations gouvernementales et non gouvernementales intégraient les activités homosexuelles à



La discrimination peut fragiliser l'état de santé général de cette population, la dissuader de se rendre dans les centres de soins et réduire la qualité des services fournis par ces derniers.

leur mission première consistant à fournir des services et des informations en matière de santé sexuelle et génésique.

Le projet Minorités sexuelles a commencé à imprimer de la documentation sur les questions de santé sexuelle à l'intention de la communauté homosexuelle, des hommes ayant des rapports avec des hommes et des femmes ayant des rapports avec des femmes, mais les membres de ces communautés éprouvent toujours des difficultés à accéder à ces informations en raison de l'homophobie grandissante aux Îles Fidji.

La discrimination peut fragiliser l'état de santé général de cette population, la dissuader de se rendre dans les centres de soins

et réduire la qualité des services fournis par ces derniers. Les idées fausses sur les hommes ayant des rapports avec des hommes ont poussé ces derniers à considérer que l'information sexuelle qui les concernait spécifiquement s'appliquait aux « homosexuels efféminés », accentuant ainsi leur ignorance de toute information liée à la santé sexuelle.

Par ailleurs, la stigmatisation sociale et la discrimination dont sont victimes les homosexuels et les hommes ayant des rapports avec des hommes finissent par entraver l'accès à l'information sur la santé sexuelle et susciter progressivement, chez certains, un sentiment d'ignorance et de refus d'être associés à un groupe particulier de personnes.

Il n'en reste pas moins que le sexe anal non protégé comporte des risques plus élevés de transmission du VIH et des IST. Le fait de négliger ce problème en raison de l'homophobie ambiante, ou de l'ignorance ou de craintes à caractère personnel, peut accroître de manière significative le risque d'infection de tous ceux qui pratiquent le sexe anal par manque d'information.

Pour plus d'informations:

Sexual Minorities Project -
Women's Action for Change
International Lesbian &
Gay Association (ILGA)
Representative for
the South Pacific Region
333 Waimanu Rd
Suva, Fiji Islands
Tél.: (679) 3314 363
Télécopieur: (679) 3305 033
E-mail: wac@connect.com.fj

Radio cocotier mise à contribution - Formation à la communication en faveur des changements comportementaux dans la région océanienne

« Les leçons tirées de la propagation de l'épidémie de VIH/SIDA dans la région océanienne au cours des vingt dernières années indiquent qu'une sensibilisation accrue et une meilleure information n'ont pas été suffisantes, déclare Robyn Drysdale, Spécialiste de la communication en faveur des changements comportementaux. Les gens continuent à avoir des rapports sexuels non protégés et la transmission du VIH augmente dans la plupart des pays. »

Les premières approches dans le domaine des changements comportementaux portaient du principe que les gens devaient uniquement savoir comment le VIH/SIDA se transmettait et quels en étaient les symptômes. Elles présupposaient que cette information était suffisante pour que les personnes concernées abandonnent leur comportement à risque.

« Ces approches ont contribué à faire connaître le problème mais sont insuffisantes pour promouvoir des changements de comportement durables, affirme Robyn. La prévention de l'infection à VIH consiste à mettre en place tout un éventail de stratégies et d'interventions permettant d'appuyer directement des changements d'attitudes et de comportements sexuels. »

Bien que la région océanienne connaisse actuellement une situation de faible prévalence (à l'exception de la Papouasie-Nouvelle-Guinée), elle présente tous les signes d'une grande



vulnérabilité, susceptible de déboucher sur une épidémie de VIH/SIDA: taux très élevé d'IST, de violence conjugale et de rapports sexuels non consentis, population extrêmement mobile (aux échelons national et international), faible croissance économique et accès difficile au marché de l'emploi, augmentation de la toxicomanie et du sexe « de troc », connaissances limitées en matière de santé génésique, et accès restreint à l'information sur la prévention du VIH/SIDA. Les mythes sur la sexualité et la santé sexuelle sont fréquents, de nombreuses personnes préférant les remèdes traditionnels aux services de santé moderne.

Pour Dolores Elima, responsable de programme à Oxfam, aux Îles Salomon, la situation dans son pays est un triste exemple de la nécessité impérieuse d'adopter une approche ciblée des changements comportementaux et de parvenir à une meilleure compréhension des facteurs environnementaux et contextuels qui empêchent une évolution durable dans ce sens.

« Les Îles Salomon mènent depuis vingt ans des campagnes de lutte contre le VIH aux échelons national et provincial, par le biais des médias ou de troupes de théâtre, notamment lors de la Journée mondiale de lutte contre le SIDA, déclare Elima. Cependant, d'après des études récentes, seuls 4 % des participants ont utilisé un préservatif lors de leurs premiers rapports sexuels, et ce taux est d'à peine 14 % lors de leurs derniers rapports. »

« Toutefois, les interventions soigneusement préparées dans ce domaine et axées exclusivement sur les groupes marginalisés à hauts risques tels que les travailleurs du sexe, les gens de mer et leurs conjoints, les hommes ayant des rapports avec des hommes et les transsexuels, peuvent ralentir ou atténuer la propagation du VIH au sein de la population en général », ajoute-t-elle.

Une communication efficace passe par des interventions fondées sur les faits, développées et mises en œuvre en collaboration avec la communauté visée et basées sur une recherche et des tests préalables conjoints.

La CPS a déjà formé des instructeurs dans six pays océaniques. Cette formation a pour but d'accroître le développement des capacités à l'échelon national et d'intensifier les programmes de promotion des changements comportementaux qui répondent à une problématique locale ainsi qu'à des besoins avec les partenaires nationaux.

Conférence panocéanienne



Photos NZAF

Rachael Le Mesurier, Président de la Conférence et Directeur exécutif de la NZAF - Fondation néo-zélandaise de lutte contre le SIDA



Cérémonie d'ouverture

Photo NZAF



Des participants à la cérémonie d'ouverture

sur le VIH/SIDA



Le stand de la CPS



Délégués à la Conférence



Des représentants de la CPS en compagnie de participants



Soirée Pasifika



Soirée Pasifika

Photos NZAF

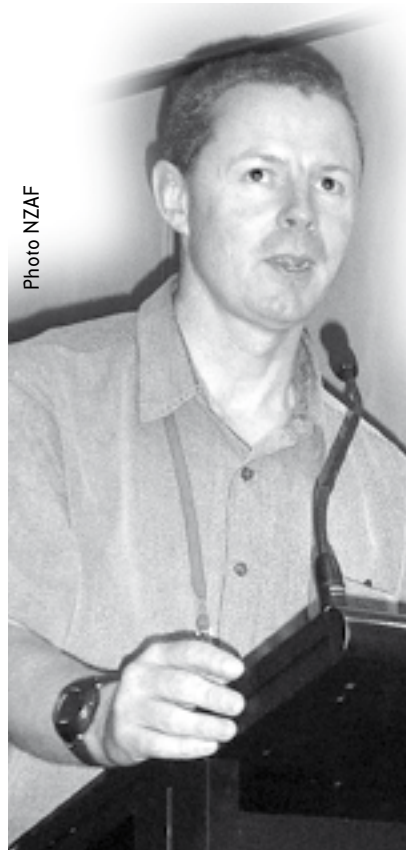
La surveillance du VIH/SIDA en un coup d'œil

« La surveillance du VIH/SIDA est indispensable à la constitution d'un vivier de connaissances ainsi qu'à des approches factuelles de la problématique. Elle nous permet non seulement de concevoir mais aussi d'évaluer les projets, et de nous assurer qu'ils sont réellement porteurs », déclare Tim Sladden, Spécialiste de la surveillance du VIH/SIDA.

« Il ne s'agit pas seulement de la prévalence de la maladie – la surveillance inclut par exemple la recherche sur les facteurs comportementaux, les entretiens avec les principales sources d'information et la cartographie sociale. Nous pouvons ainsi mieux comprendre les questions culturelles et sociales qui jouent un rôle important dans la prévention du VIH et le traitement du SIDA. »

Tim juge indispensable de poursuivre la surveillance passive et d'améliorer les systèmes de collecte de données, mais aussi de promouvoir davantage l'accès, la sensibilisation et l'acceptation, le but étant de changer les attitudes à l'égard du dépistage de sorte que celui-ci ne soit plus source de craintes ou de honte, mais encourage plutôt les gens à être fixés sur leur état de santé.

Toutefois, pour que cette campagne en faveur de l'accès, de la sensibilisation et de l'acceptation soit concluante, chaque pays doit garantir la confidentialité des dépistages et la disponibilité des traitements – les



Tim Sladden, Spécialiste de la CPS chargé de la surveillance du VIH/SIDA

deux principaux facteurs motivant la décision de se soumettre à un test. Il est illusoire de promouvoir les dépistages si leur confidentialité n'est pas assurée. Par ailleurs, un traitement doit être disponible, sans quoi un diagnostic paraît illogique.

« Le travail de surveillance à réaliser est important, déclare Tim Sladden. Un des meilleurs moyens de mieux comprendre l'étendue et les mécanismes de propagation du VIH reste l'enquête ciblée sur les populations à risque/vulnérables telles que les travailleurs du sexe, les hommes

Il est illusoire de promouvoir les dépistages si leur confidentialité n'est pas assurée. Par ailleurs, un traitement doit être disponible, sans quoi un diagnostic paraît illogique.

ayant des rapports sexuels avec des hommes, les gens de mer, les personnels en uniforme, les travailleurs migrants et les jeunes. » Le dépistage du SIDA indique où se situe le problème aujourd'hui et l'examen des comportements permet de déterminer où sera la maladie demain.

La notification des cas doit également être améliorée. L'information doit venir de différentes sources comme les médecins traitants, les laboratoires, les donneurs de sang, les patients en traitement pour une IST ou une tuberculose, les femmes enceintes et les travailleurs migrants. Les données collectées doivent être résumées sous forme d'information épidémiologique par les systèmes d'information de la santé afin de constituer la base de programmes de soins et de traitements préventifs dûment ciblés. Cette information permettra de garantir, à l'avenir, l'efficacité des efforts déployés dans la lutte contre le VIH.

Traitements - Où allons-nous?

« Une approche globale de la prise en charge et du traitement va bien au-delà de la simple prescription de médicaments antirétroviraux, déclare Dennie Iniakwala, Conseiller de la CPS pour la lutte contre le VIH/SIDA et les IST. Selon la classification en stades cliniques du VIH/SIDA proposée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), tous les séropositifs n'ont pas droit à une thérapie antirétrovirale ou ce traitement ne leur est pas nécessaire. Dans certains cas, les seuls et meilleurs soins à préconiser au moment du diagnostic sont un régime et un mode de vie sains ainsi qu'un suivi médical attentif. »

Dans chaque État et Territoire océanien, un petit réseau ou une petite cellule de personnel spécialisé dans les soins seront constitués afin de prendre en charge, d'aider et de soigner correctement les patients atteints du VIH/SIDA. Ces équipes seront composées de médecins, d'infirmières, de personnes vivant avec le VIH/SIDA, de représentants d'organisations non gouvernementales implantées dans les communautés et investies d'une mission de conseil et d'assistance, de membres de familles de personnes vivant avec le VIH/SIDA, de spécialistes en obstétrique, de sages-femmes et de pharmaciens.

Lors d'une intervention à la Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA à Auckland, en octobre, Dennie Iniakwala et

Rob Condon, Médecin de santé publique et épidémiologiste auprès du FMSTP, ont affirmé que la région devait mettre en place un vaste système de traitement qui inclue non seulement des hôpitaux mais aussi des services de soins primaires à l'échelon de la communauté, y compris le conseil clinique et non clinique, les traitements, la surveillance et le suivi.

En effet, pour Dennie Iniakwala, il s'agit de la seule approche viable pour prodiguer un traitement et des soins dans les pays océaniques où les systèmes de santé ne peuvent pas à eux seuls garantir un éventail complet de soins et où les gens pourraient bénéficier de l'assistance émanant d'ONG ou de la communauté. Les femmes séropositives, par exemple, ont besoin d'une assistance particulière car elles doivent continuer à assumer un rôle particulièrement éprouvant, à savoir s'occuper de leurs familles et de leur foyer, c'est-à-dire, dans certains cas, soigner d'autres personnes malades au sein du cercle familial.

Les aspects cliniques du système doivent aussi être renforcés avant que les personnes vivant avec le VIH/SIDA n'envisagent un traitement antirétroviral, et ce, afin d'éviter toute interruption de ce dernier. « Lorsqu'une personne décide de franchir le pas, elle s'engage à vie, déclare Dennie Iniakwala. Si elle arrête le traitement, le suit de manière irrégulière ou absorbe des doses



Rob Condon, médecin spécialisé en santé publique et en épidémiologie, projet financé au titre du Fonds mondial pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (FMSTP)

La région doit mettre en place un vaste système de traitement qui inclue non seulement des hôpitaux mais aussi des services de soins primaires à l'échelon de la communauté, y compris le conseil clinique et non clinique, les traitements, la surveillance et le suivi.



Dennie Iniakwala, Conseiller (Lutte contre le VIH/SIDA et les IST), CPS

« Nous devons continuer à lutter contre les discriminations et la stigmatisation – sans quoi personne ne voudra jamais se soumettre aux dépistages qui constituent pourtant le préalable à toute thérapie antirétrovirale. »

inadéquates, le virus risque de développer une résistance à la thérapie. » Son confrère ajoute: « Pour mettre en place un tel système, chaque pays doit être prêt à en assumer la paternité et à prendre les engagements de rigueur, notamment sur les plans juridique, éthique, financier et technique. »

Dennie Iniakwala souligne que des traitements et des soins complets exigent des compétences spécialisées, non seulement des médecins mais aussi des travailleurs sociaux et des membres de la famille, et que les personnes vivant avec le VIH/SIDA doivent dès lors être encadrées par une équipe de prestataires de services. « Nous devons continuer à lutter contre les discriminations et la stigmatisation – sans quoi personne ne voudra jamais se soumettre aux dépistages qui constituent pourtant le préalable à toute thérapie antirétrovirale. Par ailleurs, les dispensaires doivent faire montre d'un soutien beaucoup plus résolu et d'un accueil plus chaleureux pour

que les personnes vivant avec le VIH/SIDA s'y rendent dans les meilleures conditions. »

La formation d'équipes soignantes a déjà débuté aux Îles Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Îles Salomon. Elle a été étendue au Samoa, à Tuvalu, à Kiribati et aux Tonga. Elle bénéficie du financement et des ressources des partenaires dans le développement qui œuvrent dans le domaine du VIH/SIDA dans le Pacifique, y compris l'OMS, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, le Projet régional océanique de lutte contre le VIH/SIDA et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA.

Le partenariat issu de ce projet table sur la mise en place d'un système de soins fondé sur une étroite collaboration avec les grands laboratoires de la région océanique comme, par exemple, Mataika House aux Îles Fidji.

Ce dispositif prendra en charge les tests de confirmation dans les États et Territoires océaniques et inclura à terme un suivi médical (taux de CD4 par exemple) des personnes sous traitement antirétroviral.

Rob Condon considère que l'une des meilleures options, à moyen et à long terme, en matière de perfectionnement des ressources humaines, consiste à intégrer les études sur le VIH/SIDA aux programmes de l'École de médecine de Fidji et des écoles d'infirmier de la région, et à aider ces établissements à dispenser la formation requise. Il préconise également l'élaboration d'un plan visant à réduire le risque de « fuite des cerveaux » et l'utilisation de méthodes innovantes d'éducation à distance, telles que le Réseau océanique d'apprentissage ouvert pour fournir une formation et un encadrement clinique aux équipes de base dans la région océanique.

QUE FONT LES ENTREPRISES?

Les participants à la Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA ont clairement souligné l'importance de l'action des autorités politiques et confessionnelles dans la lutte contre la propagation du VIH/SIDA dans la région océanienne. Néanmoins, pour Anne-Marie O'Keefe, invitée à prendre la parole en tant que représentante de l'AusAID, il est également indispensable de promouvoir des partenariats avec le secteur privé.

« La victoire doit être remportée à tous les échelons et le secteur privé - le plus productif de la société - emploie des gens susceptibles d'être porteurs du virus », a déclaré Anne-Marie O'Keefe.

« Dans la région océanienne, le VIH se propage, notamment, par le biais de l'activité économique, par exemple, celle des gens de mer à Kiribati. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'un des taux de prévalence les plus élevés du VIH se retrouve parmi les travailleurs portuaires. »

Anne-Marie O'Keefe a fait référence à la catégorie la plus exposée - le groupe des 3 M (*Mobile Men with Money*) pour reprendre l'appellation désormais

célèbre de Peter Piot, Directeur exécutif de l'ONUSIDA -, à savoir celle des hommes disposant de ressources financières et se déplaçant fréquemment. « Le rôle du secteur privé dans la lutte contre le VIH est fondamental », a-t-elle ajouté. « Les entreprises doivent, d'une part, appliquer des politiques adéquates en matière de ressources humaines et, d'autre part, être conscientes de l'influence discrète mais importante qu'elles ont dans les milieux politiques et du rôle qu'elles peuvent dès lors jouer dans ce combat. »

Anne-Marie O'Keefe a recommandé de mieux connaître les P-DG pour leur faire comprendre à quel point ils peuvent peser dans la balance et discuter avec eux de leur riposte à cette menace.

« Les entreprises du secteur privé doivent également comprendre et reconnaître que le statut de la femme est indissociable de toute riposte à l'épidémie de VIH et que nous pouvons leur montrer la voie à suivre. »

Anne-Marie O'Keefe a préconisé une approche énergique, de manière que les pouvoirs publics et la société civile montrent la voie.

Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH et le SIDA dans le Pacifique: dix États océaniques font part au monde de leurs progrès

Kamma Blair

La Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA a vu le jour en juin 2001, lors de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH et le SIDA. Les représentants de 189 pays, notamment des Îles Fidji, des États fédérés de Micronésie, des Îles Marshall, de Nauru, de Palau, du Samoa, des Îles Salomon, des Tonga, de Tuvalu et de Vanuatu, ont marqué leur adhésion à ce plan décennal.

La déclaration est à la fois une feuille de route et un outil important dans la lutte nationale et internationale contre le VIH/SIDA. Il s'agit d'une déclaration d'intention, d'un plan d'action que nos gouvernements se sont engagés à mener à bien. Le document définit des objectifs et des échéances. Il constitue une plate-forme que la société civile peut utiliser pour promouvoir d'autres actions en rapport avec le VIH/SIDA, et s'assurer que les

pouvoirs publics assument leurs responsabilités en la matière.

L'année 2006 est importante car les dix États océaniques présenteront pour la première fois un rapport sur les objectifs fixés à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH et le SIDA. Les actions correspondant à la période 2003-2005 portent en général sur la création d'un contexte favorable à la mise en œuvre des politiques

et au suivi de l'épidémie parmi les populations les plus exposées, y compris les travailleurs du sexe, les hommes ayant des rapports avec des hommes, les populations mobiles, les services en uniforme et les gens de mer.

La Déclaration d'engagement ne remplacera pas le travail réalisé au sein de nos communautés. En fait, elle peut le renforcer de manière concrète et fournir de bonnes occasions de plaider pour la mobilisation de ressources supplémentaires en faveur de l'action que nous menons auprès des populations.

Mentionnons ci-dessous quelques moyens pratiques de mieux connaître et d'utiliser la Déclaration d'engagement.

Lire le document et en discuter

- La Déclaration d'engagement sur le VIH et le SIDA est un plan décennal de lutte contre le VIH/SIDA soigneusement élaboré. Prenez le temps de l'étudier.
Un exemplaire est disponible sur le site www.unaids.org.
- Cent quatre-vingt-neuf pays jugent ce plan tout à fait indiqué pour lutter contre le VIH/SIDA.
- Si personne, dans votre région, ne connaît la Déclaration d'engagement, parlez-en autour de vous et devenez-en un porte-parole.
- Parlez-en jusqu'à ce qu'elle soit connue de tous.
- Demandez aux ONG et aux représentants des administrations ce qu'ils font.
- Examinez la Déclaration d'engagement pour aider votre organisation à identifier



Atelier sur l'analyse de données, tenu à l'occasion de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH et le SIDA dans le Pacifique - Nadi, octobre 2005

les lacunes de ses plans de travail.

Rechercher une participation plus active des personnes vivant avec le VIH/SIDA

- Utiliser la Déclaration d'engagement pour démontrer l'importance capitale de la participation des personnes vivant avec le VIH/SIDA, en particulier les groupes de populations vulnérables tels que les gens de mer, les travailleurs du sexe et les hommes ayant des rapports avec des hommes.
- Faire participer les personnes vivant avec le VIH/SIDA à l'ensemble des activités et des efforts, et développer leur expertise pour qu'elles deviennent de fervents défenseurs de la cause.

Utiliser la Déclaration d'engagement pour élaborer des plans de travail

- Cette approche permet à nos bailleurs de fonds de voir facilement comment est utilisée la Déclaration d'engagement.

- Nous fournissons tous un travail en phase avec ce document; n'hésitez pas à le souligner en citant des passages précis.
- N'oubliez pas de nommer les groupes les plus vulnérables.
- Utilisez la Déclaration d'engagement comme guide de planification stratégique chaque fois que vous élaborerez ou réviserez un plan de travail.

Inclure la Déclaration d'engagement dans vos rapports

- Faites des citations (en veillant à mentionner qu'elles proviennent de la Déclaration d'engagement) afin de montrer comment votre organisation lutte contre le VIH et le SIDA.
- Incluez des références à la Déclaration d'engagement dans votre rapport annuel, vos bulletins d'information, vos communiqués de presse et vos rapports financiers.
- L'élaboration de rapports aidera votre organisation à comprendre comment vous utilisez la Déclaration d'engagement et à effectuer un suivi de votre lutte contre le VIH.

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA au siège de la CPS, en Nouvelle-Calédonie

La Journée internationale de lutte contre le SIDA était placée sous le thème « Halte au VIH/SIDA. Tenons notre promesse », véritable défi pour les responsables gouvernementaux, communautaires et religieux, les partenaires dans le développement régional ainsi que chacun d'entre nous si nous souhaitons aller au-delà des mots et passer réellement à l'action pour enrayer la propagation du VIH/SIDA dans la région », a déclaré Lourdes Pangelinan, Directeur général de la CPS, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le SIDA.

Dans le cadre des activités qui se sont déroulées à la CPS tout au long de cette journée,

des séances de dépistage et de conseil confidentiels et librement consentis ont été proposées à tous les membres du personnel de la CPS et confiées à un service local de dépistage du VIH/SIDA.

Lourdes Pangelinan a également prononcé, au siège de la CPS, le discours d'ouverture d'un colloque intitulé « Conseils et dépistage confidentiels librement consentis en Océanie ». D'autres spécialistes de la CPS sont intervenus, notamment Dennie Iniakwala, Conseiller (lutte contre le VIH/SIDA et les IST), Tim Sladden, Spécialiste de la surveillance du VIH/SIDA, Janet O'Connor, Spécialiste de la tuberculose, ainsi que Michel Jorda, du Comité de lutte contre le SIDA.

Journée mondiale du SIDA à Vanuatu



Vanuatu a organisé une marche dans les rues de Port-Vila, à l'occasion de la Journée mondiale du SIDA, et le Premier ministre, Ham Lini, a inauguré une exposition à l'ambassade de France sur les organisations non gouvernementales œuvrant à la prévention du VIH et prêtant assistance aux personnes vivant avec le VIH/SIDA à Vanuatu.

Journée mondiale du SIDA aux Tonga



Betty Blake et Vanessa Heleta

À l'occasion de la Journée mondiale du SIDA, Robyn Drysdale, Spécialiste de la communication en faveur des changements comportementaux, a animé un atelier aux Tonga et rendu hommage au formidable travail réalisé par Betty Blake, du Conseil national de lutte contre le SIDA, et Vanessa Heleta, de l'Association pour la santé familiale, qui ont orné toute la ville de rubans rouges, du bord de mer au lagon.

Journée mondiale du SIDA à Palau

Dans le cadre la Journée mondiale du SIDA, le Programme VIH du Ministère de la santé de Palau a organisé un atelier d'une journée sur le thème « Halte au SIDA. Tenons notre promesse » à l'intention des jeunes hommes de ce pays.

Environ 200 personnes (75 % de sexe masculin) ont participé à cette rencontre, y compris des parlementaires, des agents de santé et des membres des communautés. Les discours d'ouverture ont été confiés à un chef coutumier, au Président du Palau Community College et au Directeur de la santé publique. Une séance de questions-réponses très active a été animée par Ngrichelbad, administrateur du

Programme VIH, avant que les participants ne se répartissent en groupes de discussion. Les thèmes abordés ont porté sur la transmission et la prévention du VIH, les comportements à risque, les réponses apportées par les hommes et les personnes vivant avec le VIH/SIDA – la stigmatisation et la discrimination dans la communauté.

Des questionnaires ont été distribués au début et à la fin de la journée afin de savoir ce que les participants avaient retenu. Les résultats ont indiqué une augmentation des connaissances de l'ordre de 8,3 % en moyenne, et 85 % de réponses correctes aux questions posées.

La voix d'un séropositif: Le témoignage de Stanley Hou

« **J**amais je n'aurais imaginé que je contracterais un jour le VIH, a déclaré Stanley Hou. Lorsque j'ai appris ma séropositivité, c'est comme si on m'apprenait la mort d'un proche dans un tragique accident. »

Stanley Hou est le premier séropositif des Îles Salomon à sortir de l'ombre. Il est arrivé en larmes à Auckland pour l'ouverture de la Conférence panocéanienne sur le VIH/SIDA – c'était son anniversaire et également la première fois qu'il rencontrait d'autres personnes vivant avec le VIH/SIDA.

« Lorsque j'ai appris ma séropositivité, j'ai commencé à regretter les décisions du passé et j'ai éprouvé un sentiment de vacuité et d'usure », a dit Stanley Hou, orateur invité à l'un des ateliers de la conférence.

« La nouvelle d'un diagnostic semblable chez ma partenaire, aujourd'hui décédée, s'est propagée comme une traînée de poudre et les gens ont commencé à me rejeter. J'ai été victime de nombreuses discriminations et j'ai connu d'énormes difficultés. »



« Après avoir parlé à mes amis, je me suis rendu compte que la discrimination avait disparu, et j'ai ressenti un profond soulagement d'avoir agi positivement pour mon bien et celui de mon pays. »

En dépit des réactions négatives à son égard, Stanley est fier d'être salomonais. Cet amour de la patrie lui a donné le courage de se manifester.

« Après avoir parlé à mes amis, je me suis rendu compte que la discrimination avait disparu, et j'ai ressenti un profond soulagement d'avoir agi positivement pour mon bien et celui de mon pays », a-t-il déclaré.

Désormais fervent défenseur de thérapies et d'une assistance adéquates pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA, Stanley Hou espère que ses interventions publiques contribueront à une réduction de la propagation du VIH/SIDA en encourageant des changements comportementaux.

« Nous devons lutter main dans la main afin de mettre un terme à ces discriminations et à cette haine, a ajouté Stanley. J'invite d'ailleurs ceux qui n'ont pas contracté le VIH à manifester plus d'attention, d'amour et de soutien aux personnes vivant avec le VIH/SIDA, et à être tolérants. »

* Selon les registres officiels pour 2004 (CPS), cinq personnes vivent actuellement avec le VIH/SIDA aux Îles Salomon.

Rapport de l'organisation caritative Christian Aid:

« *Dying to Learn* »

Les jeunes, le VIH et les Églises

Mary Garvey

De par le monde, 42 millions d'individus vivent avec le VIH et le SIDA (ONUSIDA, 2002). Chaque jour, 8 000 personnes en meurent et 13 000 autres contractent le virus. Quatre-vingt-quinze pour cent des nouvelles infections et des décès surviennent dans les pays en développement, dont la moitié en Afrique. La plupart des personnes succombant au virus sont âgées de 15 à 24 ans (ONUSIDA, 2002).

Les jeunes sont particulièrement vulnérables au VIH. Nombre d'entre eux ne savent pas comment s'en protéger. La moitié des jeunes filles d'Afrique subsaharienne ignorent qu'une personne présentant tous les signes d'une bonne santé peut être porteuse du VIH (ONUSIDA, 2001).

Les Églises ont répondu rapidement à la crise en utilisant leurs vastes réseaux, solidement implantés, et en prodiguant des soins aux malades à grande échelle. Toutefois, elles sont de moins en moins actives dans les campagnes de prévention. Outre le malaise éprouvé par beaucoup lorsqu'il s'agit d'aborder les questions sexuelles, les Églises ont exprimé la crainte de voir l'éducation sur le VIH et la santé sexuelle (1) déboucher sur une promiscuité (2) parmi les jeunes.

Analyse des liens avérés entre la promiscuité et l'éducation sur le VIH et la santé génésique

Les résultats des recherches indiquent que l'éducation sur le VIH et la santé sexuelle, y compris l'éducation sur les aptitudes à la vie quotidienne

- ne précipitent pas les premiers rapports sexuels,
- n'augmentent pas le nombre de partenaires sexuels.

Par conséquent, l'éducation sur le VIH et le sexe ne favorise pas la promiscuité chez les jeunes.

Cette conclusion, à elle seule, serait une raison suffisante de promouvoir l'éducation sur le VIH et la santé sexuelle. Cependant, d'autres conclusions revêtent une

L'éducation sur le VIH et le sexe ne favorise pas la promiscuité chez les jeunes. Cette conclusion, à elle seule, serait une raison suffisante de promouvoir l'éducation sur le VIH et la santé sexuelle.



Photo Christian Aid

importance capitale, à un moment où l'épidémie de VIH affecte si gravement les jeunes.

Une éducation de bonne qualité sur le VIH et la santé sexuelle contribue à réduire:

- les taux de grossesse et d'IST, y compris le VIH,
- la stigmatisation et la discrimination à l'encontre des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

En outre:

- le préservatif, utilisé correctement et systématiquement, offre une protection efficace contre le VIH parmi les jeunes ayant une activité sexuelle,

1) L'éducation sur le VIH et la santé sexuelle doit être franche, ouverte et positive, prônant l'abstinence comme meilleur moyen de prévention du VIH, la fidélité et les pratiques sexuelles sans risque; elle doit fournir des informations sur le préservatif et l'accès à ce dernier, et inculquer aux jeunes les aptitudes nécessaires pour parler de sexe, dire « non » ou négocier des rapports sexuels sans risque.

2) La promiscuité désigne des rapports sexuels particulièrement précoces et une augmentation de l'activité sexuelle et du nombre de partenaires.

- les données scientifiques dont on dispose à ce jour ne permettent pas de conclure que les programmes axés exclusivement sur l'abstinence contribuent à retarder les premiers rapports sexuels.

Pour avoir une efficacité maximale, les programmes de santé destinés aux enfants doivent être mis en œuvre avant le début de l'activité sexuelle et l'émergence de comportements sexuels.

Recommandations

Il incombe à chacun de faire face à cette crise. Les Églises sont en position de force car elles disposent de vastes réseaux et d'une influence considérable à tous les échelons de la société. Elles répondent à la crise, notamment en prenant en charge les malades.

Le discours sur la sexualité n'est pas facile. Toutefois, il est primordial que les Églises et quiconque côtoie les jeunes abordent avec ces derniers les questions relatives à la sexualité et au VIH, et qu'ils soutiennent les autres dans ces mêmes efforts.

À cette fin, il convient de tenir compte de deux réalités:

- L'ensemble des données disponibles indique que la majeure partie des jeunes

ont, dans la plupart des pays, une activité sexuelle dès leur plus jeune âge et que, par conséquent, ils risquent de contracter le VIH.

- Une bonne éducation sur le VIH et la santé sexuelle ne contribuera pas à une augmentation de la promiscuité. Au contraire, elle favorisera des comportements plus responsables et réduira le taux d'infection par le VIH, le nombre d'IST et le taux de grossesse chez les adolescentes.

Pour faire face à ces réalités, il est nécessaire de soutenir activement et de promouvoir une éducation sur le VIH et la santé génésique qui:

- soit ouverte, franche et positive, et favorise l'abstinence, la fidélité et les rapports sexuels sans risque,
- garantisse aux jeunes toutes les informations et leur inculque toutes les aptitudes nécessaires avant d'avoir une activité sexuelle et d'adopter des comportements sexuels,
- favorise le développement d'aptitudes à la vie quotidienne, y compris les outils nécessaires pour remettre en question les inégalités des relations hommes et femmes, parler

de sexualité, dire « non » et négocier des rapports sexuels sans risque,

- garantisse aux jeunes ayant une activité sexuelle un accès aux préservatifs afin de se protéger du VIH et de ne pas le propager,
- tienne compte de la réalité du vécu des jeunes et soit particulièrement attentive aux questions de sexualité, de culture ainsi qu'aux pressions économiques et sociales dont les jeunes font l'objet, et qui soit impartiale et encadre les jeunes déjà atteints du VIH,
- utilise les réseaux des Églises pour toucher les jeunes en marge du système scolaire, les enfants chefs de famille et tous les autres enfants vulnérables, et leur fournisse une éducation sur le VIH et la santé génésique.

Des exemplaires sont disponibles à Christian Aid.

Courriel: info@christianaid.org
website: www.christianaid.org.uk

35 Lower Marsh
Waterloo, London SE1 7RL
United Kingdom

Télécopie: +44 0207 620 0719
Tél.: +44 0207 620 4444

Le discours sur la sexualité n'est pas facile. Toutefois, il est primordial que les Églises et quiconque côtoie les jeunes abordent avec ces derniers les questions relatives à la sexualité et au VIH, et qu'ils soutiennent les autres dans ces mêmes efforts.

Nouvelle publication pour la jeunesse mondiale:

HIV and Me

Programme *Positive Directions* (St Luke)

Présenté à Brisbane par le programme *Positive Directions* (St Luke) à l'occasion de la Journée mondiale 2005 du SIDA, *HIV and Me* (« Le VIH et moi ») est un ouvrage illustré de 48 pages qui lance des messages « non alarmistes » en faveur de comportements préventifs et antidiscriminatoires ainsi que du respect de soi-même et des autres.

Ce document présente des données concrètes concernant le VIH/SIDA dans un langage à la portée des jeunes adolescents. Du début à la fin, le texte et les illustrations viennent étayer le message fondamental: « Mon corps est beau; si j'en prends soin, il prendra soin de moi. »

Cet ouvrage est le résultat d'efforts conjoints de l'auteur Steve Lambert, coordinateur des projets d'éducation sur le VIH/VHC à la faculté de médecine de l'Université du Queensland, et de Matt Tesch, graphiste et volontaire à St Luke.

Steve a lancé cette idée en 2003. Il l'a concrétisée sous forme de livre pour les jeunes après une visite en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au début de l'année 2004, qui a mis en relief « le besoin impérieux d'une information non alarmiste dans un langage de tous les jours », en particulier dans la région océanienne.

La collaboration entre le rédacteur et l'artiste, dont les savoureuses illustrations en noir et blanc,

à la limite de l'excentrique, dynamisent le texte – pour les lecteurs de tous âges en réalité –, a débouché sur six mois d'intenses activités de conception et de production.

« Chaque mot de Steve et chacune de mes illustrations ont été soigneusement revus par un éventail très large de personnes triées sur le volet, déclare Matt.

« Des médecins spécialisés dans le VIH, des adolescents, des personnes âgées, des experts en éducation et des personnes vivant avec le VIH/SIDA y ont consacré du temps et ont fait preuve d'une grande attention pour faire en sorte que cette première édition soit aussi correcte et pertinente que possible. »

HIV and Me a été publié en juillet 2005 chez FarrBooks, à Brisbane (Australie). Outre les commandes déjà reçues des Îles Fidji, le livre est déjà utilisé dans les écoles australiennes.

Une traduction récente en tok pisin a été commandée pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et d'autres éditions, traduites en swahili (pour la Tanzanie/Afrique) et en indonésien (Bahasa Indonesia), sont actuellement sous presse.

Le livre se trouve sur le site Web de l'éditeur à www.farrbooks.com.au, et toute commande ou question peut être adressée à sales@farrbooks.com.au



Du début à la fin, le texte et les illustrations viennent étayer le message fondamental: « Mon corps est beau; si j'en prends soin, il prendra soin de moi. »

Vous pouvez joindre:

Steve Lambert
Coordinator HIV & HCV
Education Projects
School of Medicine, University
of Queensland
Tél.: • 61 7 33 65 50 45 ou
04 19 78 22 94
Courriel: s.lambert@uq.edu.au

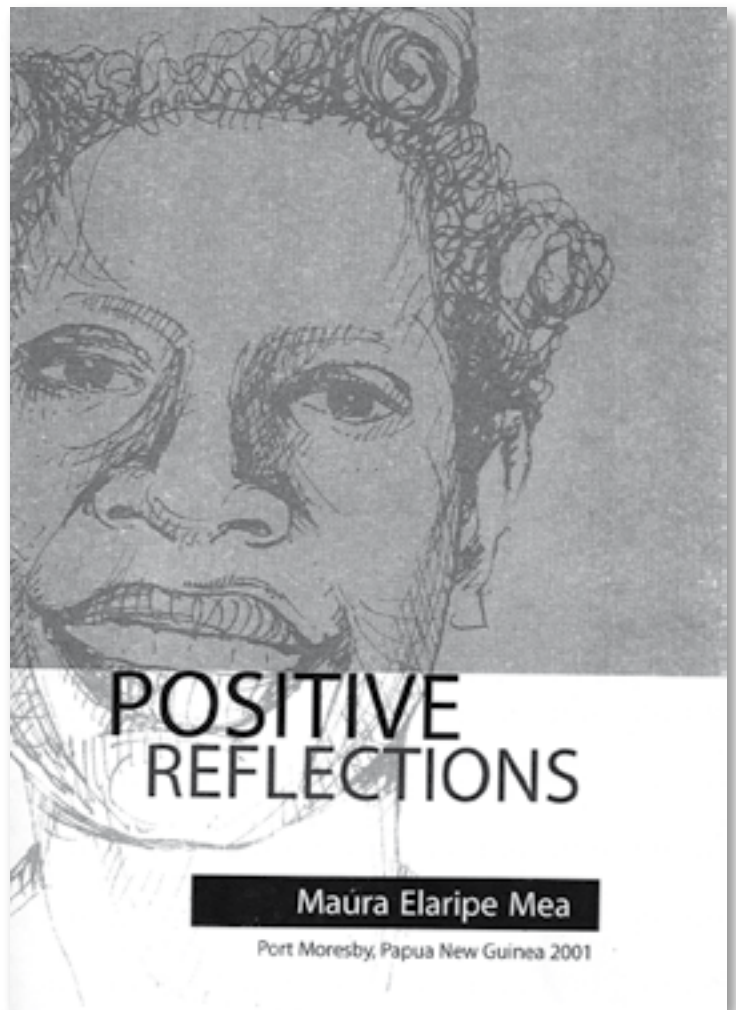
Espérance

Assise sous le porche
Devant chez moi
La question m'effleure parfois...
Où mène ce chemin?
Puis-je croire à la vie?

Je suis alors envahie de pensées
Plus noires les unes que les autres
Et sources d'étourdissement.
Pourtant, en mon for intérieur
Semble briller une lueur
D'espoir me suppliant
De ne pas renoncer à la vie.

Je me bats et je persévère,
Dans ma lutte pour être reconnue et acceptée
Comme un être productif.
Cette vie est pour moi une occasion,
D'apporter ma pierre à ce monde qui
Sera alors meilleur que celui qui m'a vu naître
Le SIDA ne me privera pas
De cette occasion.

Je tiens ma force de là,
Je vis ma vie pleinement,
Et je continuerai, à ma mesure,
À lutter contre le SIDA.
Mes espoirs résident dans ce combat.



Espérance

**Maura Elaripe Mea,
Positive Reflections,
Papouasie-Nouvelle-Guinée 2001
plwhapng@hotmail.com**

Alerte au SIDA en Océanie est un bulletin du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS)
Projet de lutte contre le VIH/SIDA et les IST
Site Web: www.spc.int/aids
Mél: aidssection@spc.int
Coordonné par Nicole Gooch
Conception et mise en page: Muriel Borderie
Impression: Imprimerie de la CPS, Nouméa
Texte original: anglais

Produit avec l'assistance financière
d'AusAID et du gouvernement français.
Les opinions exprimées dans les articles de ce bulletin sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément celles de la CPS.

© Copyright Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, 2006

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. Le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.